

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mickaël Tuilier, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Donat pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 8 avril 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Saint-Donat

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-DONAT (la « Municipalité ») incluant son organisme contrôlé et sa quote-part lui revenant dans le partenariat auquel elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité et le partenariat auquel elle participe auraient dû procéder à la comptabilisation, aux 31 décembre 2024 et 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Municipalité et le partenariat auquel elle participe, n'ayant pas procédé à l'analyse de leurs obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier consolidé.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2024, tout comme nous l'avons fait pour les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

LISE GUAY, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Sainte-Agathe-des-Monts, le 2 avril 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	21 017 284	21 663 792	20 458 718
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 865	278 890	275 776
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 093 706	3 014 268	2 135 537
Services rendus	5	379 669	516 475	547 812
Imposition de droits	6	1 716 150	2 893 542	2 172 767
Amendes et pénalités	7	73 000	66 225	91 701
Revenus de placements de portefeuille	8	27 000	109 881	9 847
Autres revenus d'intérêts	9	173 000	208 780	166 109
Autres revenus	10	160 767	625 453	161 866
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	24 916 441	29 377 306	26 020 133
Charges				
Administration générale	14	3 926 364	4 019 403	4 481 175
Sécurité publique	15	3 853 363	4 040 235	3 752 906
Transport	16	3 530 640	6 230 899	6 026 978
Hygiène du milieu	17	4 390 088	4 799 561	3 865 576
Santé et bien-être	18	49 861	3 501 986	25 968
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 408 510	1 411 110	1 296 380
Loisirs et culture	20	2 991 854	3 388 866	3 333 803
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 294 163	1 208 977	1 288 419
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	21 444 843	28 601 037	24 071 205
Excédent (déficit) lié aux activités	25	3 471 598	776 269	1 948 928
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		26 408 061	24 459 133
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		26 408 061	24 459 133
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		27 184 330	26 408 061

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		177 998
Débiteurs (note 5)	2	6 147 607	7 675 215
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 147 607	7 853 213
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	147 690	
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 250 000	498 235
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 039 534	4 091 987
Revenus reportés (note 11)	12	891 744	2 173 920
Dette à long terme (note 12)	13	37 225 609	40 863 693
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	42 554 577	47 627 835
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(36 406 970)	(39 774 622)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	63 140 525	65 401 135
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	44 757	306 757
Stocks de fournitures	20	343 115	411 158
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	62 903	63 633
	23	63 591 300	66 182 683
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	27 184 330	26 408 061
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	27 184 330	26 408 061
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	27 184 330	26 408 061

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 471 598	776 269	1 948 928
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	) (	2 243 630) (	3 127 213)
Produit de cession	3		22 000	14 569
Amortissement	4		3 823 972	3 870 015
(Gain) perte sur cession	5		(22 000)	(9 961)
Réduction de valeur / Reclassement	6		680 268	7 849
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		2 260 610	755 259
Variation des propriétés destinées à la revente	9		262 000	
Variation des stocks de fournitures	10		68 043	(28 356)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		730	(21 463)
	13		330 773	(49 819)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 471 598	3 367 652	2 654 368
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(39 774 622)	(42 428 990)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(39 774 622)	(42 428 990)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(36 406 970)	(39 774 622)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	776 269	1 948 928
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 823 972	3 870 015
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(22 000)	(9 961)
▪ Cession de terrains à titre gratuit (note 23)	3.2	942 268	
▪ Immobilisations corporelles reçues à titre gratuit	3.3	(73 500)	
▪ Réduction de valeur immobilisations corporelles	3.4		7 849
	4	5 447 009	5 816 831
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	1 527 608	262 040
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 139 056)	956 912
Revenus reportés	8	(1 282 176)	1 058 909
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	68 043	(28 356)
Autres actifs non financiers	12	730	(21 463)
	13	4 622 158	8 044 873
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	2 083 527) (	3 127 213)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	22 000	14 569
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 061 527)	(3 112 644)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 490 000	4 103 700
Remboursement de la dette à long terme	25 (	6 226 570) (	8 029 340)
Variation nette des emprunts temporaires	26	751 765	274 306
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	98 486	101 835
Autres			
▪	28.1		
	29	(2 886 319)	(3 549 499)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(325 688)	1 382 730
Solde déjà établi	31	177 998	(1 204 732)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	177 998	(1 204 732)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	(147 690)	177 998
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024

2023

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les partenariats et les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Municipalité comprend l'« Agence de développement de Saint-Donat », organisme sous le contrôle de la Municipalité.

Les états financiers consolidés présentent donc les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés ligne par ligne de l'« Agence de développement de Saint-Donat ».

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés ligne par ligne de la « Régie intermunicipale de traitement des déchets de Matawinie », partenariat auquel la Municipalité participe.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la valeur nette de réalisation des stocks et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et des dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Municipalité sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Immobilisations

Les immobilisations de la Municipalité et de la Régie intermunicipale de traitement des déchets de Matawinie sont comptabilisées au coût et sont amorties à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 et 20 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

F) Revenus

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite simplifiés**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Le poste « Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) » est établi en vertu de diverses modalités prévues au Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Le poste de DCTP de la Municipalité est créé aux fins suivantes :

- Financement à long terme à venir - Entente hors cours : Représente le financement à long terme à venir dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour une entente hors cours. Ce montant fera l'objet d'une affectation débitrice aux activités de fonctionnement au moment de l'approbation du règlement d'emprunt par le MAMH.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : Représente le solde de la dette à long terme relative à des activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes concernées. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.
- Financement des activités de fonctionnement : Représente la part des frais reportés financés à long terme qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au même rythme que l'amortissement des frais reportés concernés, soit linéairement sur cinq ans. Cet amortissement fait l'objet d'une affectation créditrice aux activités de fonctionnement.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

De plus, la Municipalité a choisi d'inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Municipalité a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité ne détient pas de partenariats public-privé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	17 536	177 998
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	17 536	177 998
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(165 226)	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	(147 690)	177 998
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	7		
	8	2 490 000	4 103 700

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 666 349	1 310 893
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		3 940
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 258 711	4 014 920
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	503 096	1 107 895
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Droits de mutations	14.1	457 102	1 051 063
▪ Entreprises, individus et org.	14.2	262 349	186 504
	15	6 147 607	7 675 215
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 097 718	2 709 847
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 097 718	2 709 847
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		33 664
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 829 693	1 924 540
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 067 748	1 491 657
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	361 270	598 723
	27	3 258 711	4 014 920

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 3 686 479 \$.

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et les autres débiteurs encaissables sur plusieurs exercices totalisent 2 110 636 \$, portent intérêt à des taux variant de 1,93 % à 4,35 % et viennent à échéance de 2025 à 2040. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	- 713 286 \$
2026	- 249 439 \$
2027	- 157 767 \$
2028	- 100 535 \$
2029	- 102 538 \$
2030 et plus	- 787 071 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 5 000 000 \$ au 31 décembre 2024, portant intérêt au taux préférentiel. À cette date, cette marge de crédit n'est pas utilisée.

De plus, en attente du financement à long terme pour des règlements d'emprunt, la Municipalité dispose, au 31 décembre 2024, de marges de crédit spécifiques, dont les montants autorisés totalisent 13 926 731 \$, portant intérêt au taux préférentiel. À cette date, les montants utilisés étaient de 1 250 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 675 806	1 218 918
Salaires et avantages sociaux	44	731 691	788 789
Dépôts et retenues de garantie	45	142 255	203 963
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	339 538	345 005
▪ Autres courus et passifs	47.2	150 244	1 535 312
	48	3 039 534	4 091 987

Note

La valeur comptable des crédoiteurs et autres charges à payer, excluant les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 2 470 727 \$.

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	175 198	114 814
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ SHQ - Accès Logis	54.1		1 271 176
▪ Autres	54.2	255 779	62 149
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	292 299	286 591
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	168 468	398 756
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Intérêts crédoiteurs programme Accès-Logis	62.1		40 434
	63	891 744	2 173 920

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 155 708 \$ (2023 - 99 622 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 60 638 \$ (2023 - 91 749 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 150 000 \$ (2023 - 180 000 \$) et de 290 926 \$ (2023 - 0 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 255 779 \$ (2023 - 1 333 325 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement à l'habitation, ainsi qu'à des travaux afférents à des infrastructures. Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 255 779 \$ (2023 - 1 050 828 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Municipalité respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 1 333 325 \$ (2023 - 57 892 \$).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,57	5,65	2033	2045	64	37 288 800	40 846 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,99	4,25	2025	2025	68	29 577	162 355
Autres			2028		69	193 472	239 364
					70	37 511 849	41 248 419
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(286 240)	(384 726)
					72	37 225 609	40 863 693

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		6 504 300	29 729	44 000	6 578 029
2026	74		9 355 700		44 000	9 399 700
2027	75		17 525 500		44 000	17 569 500
2028	76		1 949 300		44 000	1 993 300
2029	77		1 954 000		17 472	1 971 472
2030 et plus	78					
	79		37 288 800	29 729	193 472	37 512 001
Intérêts et frais accessoires	80		(	152)	(	152)
	81		37 288 800	29 577	193 472	37 511 849

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices incluent le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2025 - 3 045 000 \$
 2026 - 6 092 000 \$
 2027 - 15 200 000 \$
 2028 - 1 164 700 \$
 2029 - 1 804 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	358 329
Régimes de retraite des élus municipaux	89	34 082
	90	392 411
		400 504

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

La direction n'a pas procédé à l'identification et à l'évaluation de ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	4 847 003	147 045		4 994 048
Eaux usées	102	9 429 680	1 400 122		10 829 802
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	49 845 026	631 984		50 477 010
Autres					
▪ Autres	104.1	11 047 012	866 311		11 913 323
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	9 559 578			9 559 578
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 023 909	495 158	148 035	7 371 032
Ameublement et équipement de bureau	109	1 725 080	31 095		1 756 175
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 468 293	157 029		5 625 322
Terrains	111	5 081 944	155 486	680 268	4 557 162
Autres	112				
	113	104 027 525	3 884 230	828 303	107 083 452
Immobilisations en cours	114	2 201 594	(1 640 600)		560 994
	115	106 229 119	2 243 630	828 303	107 644 446
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 345 817	110 761		2 456 578
Eaux usées	117	3 653 155	249 089		3 902 244
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	17 783 402	2 163 358		19 946 760
Autres					
▪ Autres	119.1	4 200 312	408 953		4 609 265
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	3 965 746	226 069		4 191 815
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 047 643	335 970	148 035	4 235 578
Ameublement et équipement de bureau	124	1 598 367	44 651		1 643 018
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 233 542	285 121		3 518 663
Autres	126				
	127	40 827 984	3 823 972	148 035	44 503 921
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	65 401 135			63 140 525
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	708 001			708 001
Amortissement cumulé	130	(141 600)	(35 400)	()	(177 000)
Valeur comptable nette	131	566 401			531 001

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	44 757	306 757
	135	44 757	306 757
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	44 757	306 757

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1	62 903	63 633
Autres			
▪	144.1		
	145	62 903	63 633

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

19. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivants ces baux et contrats s'établit à 6 497 530 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2025	-	1 886 938 \$
2026	-	1 599 686 \$
2027	-	1 046 860 \$
2028	-	982 023 \$
2029	-	982 023 \$

La Municipalité s'est également engagée auprès de fournisseurs pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles pour un montant total de 2 196 885 \$. Le solde de ces engagements est exigible au cours du prochain exercice.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Municipalité a conclu un accord à long terme qui donne lieu à des droits contractuels annuels d'un montant de 96 084 \$ jusqu'à l'échéance de l'accord en novembre 2030.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Une poursuite de 1 355 000 \$ a été intentée contre la Municipalité par des contribuables. La Municipalité a contesté cette réclamation qui, de l'avis de la direction, est sans fondement. De l'avis de la direction, il est présentement impossible de prévoir le dénouement de cette poursuite et les montants que la Municipalité pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité a acquis des immobilisations corporelles au montant de 612 392 \$ présentées dans les créditeurs et charges à payer au 31 décembre 2024 (2023 - 525 789 \$).

De plus, au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité a reçu, à titre gratuit, des immobilisations corporelles qui ont été évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilisées au montant de 73 500 \$ (2023 - 0 \$).

Également au cours de l'exercice, la Municipalité a cédé, à titre gratuit, à un organisme un terrain présenté dans les immobilisations corporelles ayant un coût de 680 268 \$ et un terrain présenté dans les propriétés destinées à la revente ayant un coût de 262 000 \$. Cette transaction est reflétée dans les charges au niveau de l'état des résultats.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Municipalité et du budget adopté par l'organisme « Régie intermunicipale de traitement des déchets de Matawinie », partenariat auquel elle participe, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques. L'organisme contrôlé, l'« Agence de développement de Saint-Donat », est exclu du budget consolidé puisqu'il n'a pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	77 908 \$	62 535 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	44 812 \$	6 389 \$
de 3 à 6 mois	1 259 \$	26 924 \$
de 7 à 12 mois	20 \$	787 \$
plus de 12 mois	42 \$	2 049 \$
	124 041 \$	98 684 \$
Moins la provision pour créances douteuses	- \$	(26 234)\$
	<u>124 041 \$</u>	<u>72 450 \$</u>

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Solde au début	26 234 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	- \$
Montants recouvrés	(26 234)\$
Solde à la fin	- \$

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	1 250 000 \$	- \$	- \$	- \$	1 250 000 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 470 727 \$	- \$	- \$	- \$	2 470 727 \$
Dette à long terme	6 577 877 \$	26 969 200 \$	3 964 772 \$	- \$	37 511 849 \$
	<u>10 298 604 \$</u>	<u>26 969 200 \$</u>	<u>3 964 772 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>41 232 576 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	498 235 \$	- \$	- \$	- \$	498 235 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 412 302 \$	- \$	- \$	- \$	3 412 302 \$
Dette à long terme	6 224 679 \$	15 721 576 \$	19 256 530 \$	- \$	41 202 785 \$
	<u>10 135 216 \$</u>	<u>15 721 576 \$</u>	<u>19 256 530 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>45 113 322 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2024 d'un montant de 14 123 \$.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	20 458 718	21 017 284	21 663 792			21 663 792
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 776	275 865	278 890			278 890
Quotes-parts	3						
Transferts	4	727 013	1 093 706	2 350 518			2 350 518
Services rendus	5	537 091	379 669	505 045		11 430	516 475
Imposition de droits	6	2 172 767	1 716 150	2 893 542			2 893 542
Amendes et pénalités	7	91 701	73 000	66 225			66 225
Revenus de placements de portefeuille	8	9 838	27 000	109 876		5	109 881
Autres revenus d'intérêts	9	166 109	173 000	208 780			208 780
Autres revenus	10	120 960	160 767	195 920			195 920
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	24 559 973	24 916 441	28 272 588		11 435	28 284 023
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 408 524		663 750			663 750
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	35 557		429 533			429 533
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 444 081		1 093 283			1 093 283
	22	26 004 054	24 916 441	29 365 871		11 435	29 377 306
Charges							
Administration générale	23	4 367 470	3 926 364	3 893 160	126 243		4 019 403
Sécurité publique	24	3 507 713	3 853 363	3 803 706	236 529		4 040 235
Transport	25	3 499 866	3 530 640	3 685 521	2 545 378		6 230 899
Hygiène du milieu	26	3 564 124	4 390 088	4 322 801	447 623	29 137	4 799 561
Santé et bien-être	27	25 968	49 861	3 501 986			3 501 986
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 281 994	1 408 510	1 396 383	10 003	4 724	1 411 110
Loisirs et culture	29	2 643 828	2 991 854	2 947 682	441 184		3 388 866
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 288 419	1 294 163	1 208 977			1 208 977
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 853 003		3 806 960	(3 806 960)		
	34	24 032 385	21 444 843	28 567 176		33 861	28 601 037
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 971 669	3 471 598	798 695		(22 426)	776 269

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 971 669	3 471 598	798 695	(22 426)	776 269
Moins : revenus d'investissement	2	(1 444 081)	()	(1 093 283)	()	(1 093 283)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	527 588	3 471 598	(294 588)	(22 426)	(317 014)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 853 003		3 806 960	17 012	3 823 972
Produit de cession	5	14 569		22 000		22 000
(Gain) perte sur cession	6	(9 961)		(22 000)		(22 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7			680 268		680 268
	8	3 857 611		4 487 228	17 012	4 504 240
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10			262 000		262 000
	11			262 000		262 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	2 331	2 400	2 877	28 768	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	2 331	2 400	2 877	28 768	
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 893		2 444 167		2 444 167
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 451 536)	(3 417 729)	(3 382 761)	(28 768)	(3 379 884)
	18	(3 446 643)	(3 417 729)	(938 594)	(28 768)	(935 717)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(491 964)	()	(95 301)	()	(95 301)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			122 167		122 167
Excédent de fonctionnement affecté	21	152 286		245 168		245 168
Réserves financières et fonds réservés	22	(148 573)	(150 269)	(247 548)		(247 548)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	1 347 984	94 000	(1 155 778)		(1 155 778)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	859 733	(56 269)	(1 131 292)		(1 131 292)
	26	1 273 032	(3 471 598)	2 682 219	17 012	2 699 231
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 800 620		2 387 631	(5 414)	2 382 217

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 444 081	1 093 283		1 093 283
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	512 374)(	31 095)(	) (	31 095)
Sécurité publique	3 (	6 364)(	47 765)(	) (	47 765)
Transport	4 (	792 679)(	1 019 198)(	) (	1 019 198)
Hygiène du milieu	5 (	1 427 134)(	247 569)(	) (	247 569)
Santé et bien-être	6 (	) (	7 111)(	) (	7 111)
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () ()
Loisirs et culture	8 (	388 662)(	890 892)(	) (	890 892)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () ()
	11 (	3 127 213)(	2 243 630)(	) (	2 243 630)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 () () () ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 () () () ()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14				
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	491 964	95 301		95 301
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		136 166		136 166
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	186 432	417 547		417 547
	19	678 396	649 014		649 014
	20	(2 448 817)	(1 594 616)		(1 594 616)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 004 736)	(501 333)		(501 333)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	164 332			
Débiteurs (note 5)	2	7 667 944	6 146 872	735	6 147 607
Prêts (note 6)	3	32 712	29 835	64 962	
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	7 864 988	6 176 707	65 697	6 147 607
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		162 320	(14 630)	147 690
Emprunts temporaires (note 9)	10	498 235	1 250 000		1 250 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 091 987	3 039 118	416	3 039 534
Revenus reportés (note 11)	12	2 173 920	891 744		891 744
Dettes à long terme (note 12)	13	40 818 059	37 177 098	143 308	37 225 609
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	47 582 201	42 520 280	129 094	42 554 577
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(39 717 213)	(36 343 573)	(63 397)	(36 406 970)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	65 268 769	63 025 171	115 354	63 140 525
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	306 757	44 757		44 757
Stocks de fournitures	20	411 158	343 115		343 115
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	56 362	55 058	7 845	62 903
	23	66 043 046	63 468 101	123 199	63 591 300
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 047 847	3 396 147	22 793	3 418 940
Excédent de fonctionnement affecté	25	150 199	648 533		648 533
Réserves financières et fonds réservés	26	434 447	301 949		301 949
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	2 174 698) (	4 068 166) (	78 345) (	4 146 511)
Financement des investissements en cours	28	(2 414 297)	(2 235 363)		(2 235 363)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	28 282 335	29 081 428	115 354	29 196 782
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	26 325 833	27 124 528	59 802	27 184 330
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	7 601 571	7 398 228	7 398 228	7 251 656
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 642 818	1 479 800	1 479 800	1 435 956
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	9 622 377	9 965 823	9 982 672	8 323 857
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 221 061	1 164 952	1 164 952	1 213 274
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	73 102	44 025	44 025	75 145
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	803 677	803 551	803 551	675 589
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	480 237	3 956 028	3 956 028	377 305
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		3 806 960	3 823 972	3 870 015
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances	21.1		(52 191)	(52 191)	55 559
▪ Autres/Réduction valeur immo	21.2				7 849
▪ Dommages et intérêts	21.3				785 000
	22	21 444 843	28 567 176	28 601 037	24 071 205

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 418 940	2 076 054
Excédent de fonctionnement affecté	2	648 533	150 199
Réserves financières et fonds réservés	3	301 949	434 447
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	4 146 511)(	2 253 043)
Financement des investissements en cours	5	(2 235 363)	(2 414 297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	29 196 782	28 414 701
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	27 184 330	26 408 061

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	3 396 147	2 047 847
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	22 793	28 207
	11	3 418 940	2 076 054

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12.1	270 000	
▪ Entretien véhicules	12.2	80 975	
▪ Entretien bâtiments	12.3	50 252	
▪ Initiatives environnementales	12.4	100 000	
▪ Logement abordable	12.5	100 000	
▪ Partenariat Chambre de commerce	12.6	20 000	
▪ Autres	12.7	27 306	40 199
▪ Fête 150e anniversaire	12.8		110 000
	13	648 533	150 199
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	648 533	150 199

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Égout Village	17.1	74 234	
▪ Égout Cimes	17.2	21 175	20 785
▪ Aqueduc Village	17.3	107 176	97 429
▪ Aqueduc Cimes	17.4	10 452	11 065
	18	213 037	129 279
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	25 389	187 754
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	13 523	117 414
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	50 000	
Autres			
▪	30.1		
	31	88 912	305 168
	32	301 949	434 447

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()()
Autres	37 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()()
	39 ()()
Assainissement des sites contaminés	40 ()()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()()
Autres			
▪ Financement à long terme à venir - Entente hors cours	43.1 (	)(	1 250 000)
	44 (	)(	1 250 000)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 ()()
Utilisation du fonds de roulement	46 ()()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 ()()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()()
Autres			
▪	49.1 ()()
	50 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 ()()
Mesure relative à la COVID-19	52 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	231 744)(	283 236)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()()
Autres			
▪ Solde dette à long terme émise pour les activités de fonctionnement	55.1 (	938 443)(	962 143)
▪ Dette à long terme non encore émise, mais régl d'emprunt approuvé	55.2 (	3 135 161)(	10 726)
	56 (	4 305 348)(	1 256 105)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	158 837	253 062
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	158 837	253 062
	63 (	4 146 511)(	2 253 043)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	443 085	578 123
Investissements à financer	65 (	2 678 448)(	2 992 420)
	66	(2 235 363)	(2 414 297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	63 140 525	65 401 135
Propriétés destinées à la revente	68	44 757	306 757
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	63 185 282	65 707 892
Ajustements aux éléments d'actif	73	1	2
	74	63 185 283	65 707 894
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	37 225 609)(	40 863 693)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	286 240)(	384 726)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 353 161	2 709 847
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	1 170 187	1 245 379
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	33 988 501)(	37 293 193)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (	33 988 501)(	37 293 193)
	83	29 196 782	28 414 701

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	2	
Description des régimes et autres renseignements			
Régime de pension pour les employés cadres et syndiqués.			

La Municipalité a un régime de retraite simplifié (RRS) garantissant le paiement d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi à tous les employés qui satisfont à certaines conditions d'admissibilité.

La politique de capitalisation de la Municipalité consiste à verser au régime des cotisations annuelles dont les montants sont équivalents aux montants versés par les employés.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	358 329	371 713
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	358 329	371 713

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	10 113	8 692
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	34 082	28 791
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	34 082	28 791

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 722 430	14 194 160	13 592 100
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	116 592	117 466	133 997
Activités de fonctionnement	3	348 126	362 349	310 575
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	14 187 148	14 673 975	14 036 672
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	513 635	537 130	648 014
Égout	13	310 551	324 953	174 658
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 763 449	1 838 877	1 474 092
Autres				
▪ Contrôle insectes	16.1	429 466	435 157	425 146
▪ Infra TP	16.2	2 587 927	2 632 458	2 594 906
▪ SQ	16.3	916 275	930 974	916 707
Centres d'urgence 9-1-1	17	33 000	35 678	32 027
Service de la dette	18	183 510	160 552	77 322
Pouvoir général de taxation	19		1 963	
Activités de fonctionnement	20	92 323	92 075	79 174
Activités d'investissement	21			
	22	6 830 136	6 989 817	6 422 046
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	6 830 136	6 989 817	6 422 046
	27	21 017 284	21 663 792	20 458 718

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	180 883	180 883	180 883
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	50 000	51 943	50 397
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	25 000	23 863	24 490
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	255 883	256 689	255 770
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	5 000	5 326	5 021
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	5 000	5 326	5 021
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	14 982	16 875	14 985
	45	14 982	16 875	14 985
	46	275 865	278 890	275 776

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	83 087	83 087	6 089
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			10 736
Sécurité civile	51			12 877
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	217 362	233 131	238 881
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	5 051	32 471	5 498
Traitement des eaux usées	65	13 331	13 331	18 370
Réseaux d'égout	66	9 780	9 780	10 267
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	31 000	37 792	34 165
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	21 541	21 541	
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	2 150	2 758	2 137
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	1 271 176	1 271 176	
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	2 000	1 863	2 138
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	10 800	42 800	42 800
Réseau d'électricité	86			
	87	291 474	1 749 730	341 158

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	76 999	76 999	125 350
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	32 226	32 226	308 739
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106	355 946	355 946	837 285
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	198 579	198 579	137 150
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	663 750	663 750	1 408 524

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133	562 437	337 711	337 711	314 584
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	239 795	239 794	239 794	71 271
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138		23 283	23 283	
	802 232	600 788	600 788	385 855
TOTAL DES TRANSFERTS 140	1 093 706	3 014 268	3 014 268	2 135 537

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	13 193	29 670	26 385
	188	13 193	29 670	26 385
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	18 850	48 829	63 653
Sécurité civile	192	3 500	24 208	
Autres	193			
	194	22 350	73 037	63 653
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	5 000	7 912	538
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	5 000	7 912	538
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	23 200	11 544	28 341
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	8 000	1 088	25 743
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	16 625	11 898	19 701
Matières recyclables	209	160 000	126 900	172 093
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212	1 500	859	1 902
Autres	213	500	11 851	11 271
	214	209 825	152 710	259 051

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222	1 851	5 569	5 569
Autres	223			1 943
	224	1 851	5 569	5 569
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	126 450	176 929	176 929
Activités culturelles				153 187
Bibliothèques	226	1 000	1 194	1 194
Autres	227		58 024	58 024
	228	127 450	236 147	236 147
Réseau d'électricité	229			
	230	379 669	505 045	516 475
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	379 669	505 045	516 475
				547 812

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	118 000	161 043	161 043	132 193
Droits de mutation immobilière 233	1 270 000	2 418 684	2 418 684	1 692 064
Droits sur les carrières et sablières 234	150 000	150 000	150 000	180 000
Autres 235	178 150	163 815	163 815	168 510
	236	1 716 150	2 893 542	2 172 767
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	73 000	66 225	66 225	91 701
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238	27 000	109 876	109 881	9 847
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	173 000	208 780	208 780	166 109
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240	75 358	22 000	22 000	9 961
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				
Contributions des promoteurs 244				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246		83 462	83 462	61 147
Autres contributions 247		44 319	44 319	
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	85 409	475 672	475 672	90 758
	250	160 767	625 453	161 866
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	423 783	421 789		421 789	421 789	390 068
Greffé et application de la loi	2	104 785	146 629		146 629	146 629	151 393
Gestion financière et administrative	3	2 421 310	2 489 604	126 243	2 615 847	2 615 847	2 452 140
Évaluation	4	214 526	214 041		214 041	214 041	190 351
Gestion du personnel	5	208 675	109 308		109 308	109 308	48 446
Autres							
▪ Autres	6.1	553 285	511 789		511 789	511 789	1 248 777
	7	3 926 364	3 893 160	126 243	4 019 403	4 019 403	4 481 175
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	2 192 621	2 190 347		2 190 347	2 190 347	2 058 597
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	1 225 830	1 228 229	227 472	1 455 701	1 455 701	1 251 392
Sécurité civile	11	366 238	332 633	9 057	341 690	341 690	401 047
Autres	12	68 674	52 497		52 497	52 497	41 870
	13	3 853 363	3 803 706	236 529	4 040 235	4 040 235	3 752 906
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 826 387	2 084 024	2 545 378	4 629 402	4 629 402	4 321 587
Enlèvement de la neige	15	1 601 840	1 504 486		1 504 486	1 504 486	1 580 211
Éclairage des rues	16	46 400	43 694		43 694	43 694	46 528
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	49 313	49 313		49 313	49 313	73 477
Transport aérien	19	6 700	4 004		4 004	4 004	5 175
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 530 640	3 685 521	2 545 378	6 230 899	6 230 899	6 026 978

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24	528 792	534 758	122 191	656 949	656 949	685 644
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26	321 777	251 419	249 367	500 786	500 786	336 937
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	529 455	540 309		540 309	540 309	381 242
Élimination	28	228 308	232 974	5 971	238 945	268 082	246 167
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	462 022	464 817		464 817	464 817	246 608
Tri et conditionnement	30	129 735	127 235		127 235	127 235	65 254
Matières organiques							
Collecte et transport	31	445 120	447 813		447 813	447 813	204 095
Traitement	32	73 072	73 514		73 514	73 514	72 625
Matériaux secs	33	625 287	546 669	67 487	614 156	614 156	631 003
Autres	34	30 131	30 424		30 424	30 424	34 686
Plan de gestion	35						
Autres	36	34 253	34 253		34 253	34 253	26 150
Cours d'eau	37	6 000	46 076		46 076	46 076	15 806
Protection de l'environnement	38	976 136	992 540	2 607	995 147	995 147	919 359
Autres	39						
	40	4 390 088	4 322 801	447 623	4 770 424	4 799 561	3 865 576
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	49 861	2 301 986		2 301 986	2 301 986	21 075
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44		1 200 000		1 200 000	1 200 000	4 893
	45	49 861	3 501 986		3 501 986	3 501 986	25 968

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	661 849	659 406	10 003	669 409	669 409	658 742
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	355 698	358 747		358 747	358 747	308 483
Tourisme	50	154 223	130 856		130 856	130 856	114 196
Autres	51				4 724		4 383
Autres	52	236 740	247 374		247 374	247 374	210 576
	53	1 408 510	1 396 383	10 003	1 406 386	1 411 110	1 296 380
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	15 000	18 986		18 986	18 986	14 425
Patinoires intérieures et extérieures	55	548 694	541 732	115 446	657 178	657 178	659 930
Piscines, plages et ports de plaisance	56	293 027	213 489	45 495	258 984	258 984	230 176
Parcs et terrains de jeux	57	1 220 721	1 120 829	238 854	1 359 683	1 359 683	1 571 664
Parcs régionaux	58	42 531	45 389	9 673	55 062	55 062	28 508
Expositions et foires	59						
Autres	60	103 845	84 888	18 090	102 978	102 978	70 334
	61	2 223 818	2 025 313	427 558	2 452 871	2 452 871	2 575 037
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	360 776	382 798	13 626	396 424	396 424	357 513
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	407 260	539 571		539 571	539 571	401 253
	67	768 036	922 369	13 626	935 995	935 995	758 766
	68	2 991 854	2 947 682	441 184	3 388 866	3 388 866	3 333 803

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 082 061	1 026 427		1 026 427	1 026 427	1 069 437
Autres frais	71	139 000	138 525		138 525	138 525	143 837
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	73 102	44 025		44 025	44 025	75 145
	74	1 294 163	1 208 977		1 208 977	1 208 977	1 288 419
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		3 806 960 (	3 806 960)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	30 626	30 626	58 725
Usines de traitement de l'eau potable	2	66 428	66 428	145 427
Usines et bassins d'épuration	3	128 314	128 314	1 164 259
Conduites d'égout	4	70 388	70 388	58 725
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	204 430	204 430	549 447
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	162 944	162 944	3 919
Aires de stationnement	9	50 294	50 294	
Parcs et terrains de jeux	10	668 879	668 879	274 589
Autres infrastructures	11	17 730	17 730	6 363
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	495 158	495 158	104 751
Ameublement et équipement de bureau	18	31 095	31 095	47 374
Machinerie, outillage et équipement divers	19	161 858	161 858	239 436
Terrains	20	155 486	155 486	474 198
Autres	21			
	22	2 243 630	2 243 630	3 127 213

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	30 626	30 626	58 725
Usines de traitement de l'eau potable	2	66 428	66 428	145 427
Usines et bassins d'épuration	3	128 314	128 314	1 164 259
Conduites d'égout	4	70 388	70 388	58 725
Autres infrastructures	5	1 104 277	1 104 277	834 318
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	843 597	843 597	865 759
	12	2 243 630	2 243 630	3 127 213

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 455 602		366 322	2 089 280
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	36 082 970		3 013 562	33 069 408
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	38 538 572		3 379 884	35 158 688
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 709 847		612 129	2 097 718
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 709 847		612 129	2 097 718
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			(255 443)	255 443
	15	2 709 847		356 686	2 353 161
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 709 847		356 686	2 353 161
	19	41 248 419		3 736 570	37 511 849
Dette en cours de refinancement	20 ()		()
Reclassement / Redressement	21		2 490 000	2 490 000	
Dette à long terme	22	41 248 419	2 490 000	6 226 570	37 511 849

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	37 463 337
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 678 439
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	3 135 161
--	---	-----------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	2 097 718
-----------	---	-----------

Autres montants	9	255 443
-----------------	---	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	375 887
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	40 547 889
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	13	48 512
--	----	--------

Endettement net à long terme	14	40 596 401
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	15	8 214 033
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	48 810 434
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
--	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	48 810 434
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2	210 751	210 751	210 751	187 146
Autres	3	298 123	297 997	297 997	207 668
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	16 397	16 397	16 397	10 779
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	49 313	49 313	49 313	73 477
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	62 384	62 384	62 384	59 025
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	13 793	13 793	13 793	18 650
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	152 916	152 916	152 916	118 844
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	803 677	803 551	803 551	675 589

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	112 319	159 254
Charges sociales	2	28 080	39 814
Biens et services	3	2 103 231	2 928 145
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 243 630	3 127 213

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	36,00	35,00	61 972,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	29,00	35,00	48 703,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	73,00	40,00	95 711,00	*****	*****	*****
Policiers	5	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Pompiers	6	25,00	35,00	13 533,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
	8	163,00		219 919,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			336 307	58 164	394 471
	10	170,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		9 847	22 379		32 226
Réseau de distribution de l'eau potable	3	32 471				32 471
Traitement des eaux usées	4	13 331	108 766	247 180		369 277
Réseaux d'égout	5	9 780				9 780
Autres	6	2 249 378	187 186	133 950		2 570 514
	7	2 304 960	305 799	403 509		3 014 268

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	71 907	96 458
	4	71 907	96 458
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	70 788	70 467
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	70 788	70 467
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	739 283	785 276
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	739 283	785 276
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	65 104	90 685
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	71 992	44 780
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22	28 612	29 061
Autres	23		
Cours d'eau	24	4 189	4 367
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	169 897	168 893
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	26 966	24 810
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	26 966	24 810
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	130 136	142 515
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	130 136	142 515
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 208 977	1 288 419

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Joé Deslauriers	1.1	Maire	78 381	19 422	21 034
Marie-Josée Dupuis	1.2	Conseiller	25 754	12 877	
Lyne Lavoie	1.3	Conseiller	25 754	12 877	
Marianne Dessureault	1.4	Conseiller	25 754	12 877	
Norman St-Amour	1.5	Conseiller	25 754	12 877	
Johanne Babin	1.6	Conseiller	25 754	12 877	
Guy Boucher	1.7	Conseiller	25 754	12 877	
Marie-Josée Dupuis	1.8	Maire suppléant	526	263	
Lyne Lavoie	1.9	Maire suppléant	1 371	685	
Marianne Dessureault	1.10	Maire suppléant	2 582	1 291	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 100 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 155 707 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐
 45 60 639 \$

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐
 47 611 665 \$

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒
 49 _____ \$

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒
 51 _____ \$

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ 80 793 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024
- 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024
- 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 69 _____ 129 072 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
 - Chaussées pavées - entretien préventif
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
 - Systèmes de drainage
 - Abords de routes
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été
- 70 _____ 602 706 \$
- 71 _____ \$
- 72 _____ 1 281 482 \$
- 73 _____ \$
- 74 _____ \$
- 75 _____ \$
- 76 _____ \$
- 77 _____ \$
- 78 _____ 1 281 482 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
- 79 _____ \$
- 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles
- 81 _____ 1 884 188 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 25-0311-078

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-03-11

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 20-1020-483

b) Date d'adoption de la résolution 86 2020-10-20

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 1

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 483

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 249

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 4

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 ☐☒5 ☐☒6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 ☐☒8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-04-08

Nom du signataire : Mickaël Tuilier

Fonction du signataire : Directeur général

Date de transmission au Ministère : 2025-04-09

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-09 08:30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	24 559 973	24 916 441	28 272 588	11 435	28 284 023
Investissement	2	1 444 081		1 093 283		1 093 283
	3	26 004 054	24 916 441	29 365 871	11 435	29 377 306
Charges	4	24 032 385	21 444 843	28 567 176	33 861	28 601 037
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 971 669	3 471 598	798 695	(22 426)	776 269
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 444 081)(	) (	1 093 283)(	) (	1 093 283)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	527 588	3 471 598	(294 588)	(22 426)	(317 014)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 853 003		3 806 960	17 012	3 823 972
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	4 893		2 444 167		2 444 167
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 451 536)(	3 417 729)(	3 382 761)(	28 768)(	3 379 884)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	491 964)(	) (	95 301)(	) (	95 301)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 351 697	(56 269)	(1 035 991)		(1 035 991)
Autres éléments de conciliation	13	6 939	2 400	945 145	28 768	942 268
	14	1 273 032	(3 471 598)	2 682 219	17 012	2 699 231
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 800 620		2 387 631	(5 414)	2 382 217

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	164 332			177 998
Débiteurs	2	7 667 944	6 146 872	6 147 607	7 675 215
Prêts	3	32 712	29 835		
Placements de portefeuille	4				
Autres	5				
	6	7 864 988	6 176 707	6 147 607	7 853 213
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		162 320	147 690	
Emprunts temporaires	8	498 235	1 250 000	1 250 000	498 235
Créditeurs et charges à payer	9	4 091 987	3 039 118	3 039 534	4 091 987
Revenus reportés	10	2 173 920	891 744	891 744	2 173 920
Dette à long terme	11	40 818 059	37 177 098	37 225 609	40 863 693
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13				
	14	47 582 201	42 520 280	42 554 577	47 627 835
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(39 717 213)	(36 343 573)	(36 406 970)	(39 774 622)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	65 268 769	63 025 171	63 140 525	65 401 135
Autres	17	774 277	442 930	450 775	781 548
	18	66 043 046	63 468 101	63 591 300	66 182 683
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	2 047 847	3 396 147	3 418 940	2 076 054
Excédent de fonctionnement affecté	20	150 199	648 533	648 533	150 199
Réserves financières et fonds réservés	21	434 447	301 949	301 949	434 447
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	2 174 698)(	4 068 166)(	4 146 511)(	2 253 043)
Financement des investissements en cours	23	(2 414 297)	(2 235 363)	(2 235 363)	(2 414 297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	28 282 335	29 081 428	29 196 782	28 414 701
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	26 325 833	27 124 528	27 184 330	26 408 061

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	1.1	270 000	
▪ Entretien véhicules	1.2	80 975	
▪ Entretien bâtiments	1.3	50 252	
▪ Initiatives environnementales	1.4	100 000	
▪ Logement abordable	1.5	100 000	
▪ Partenariat Chambre de commerce	1.6	20 000	
▪ Autres	1.7	27 306	40 199
▪ Fête 150e anniversaire	1.8		110 000
	2	648 533	150 199
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	648 533	150 199
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Égout Village	5.1	74 234	
▪ Égout Cimes	5.2	21 175	20 785
▪ Aqueduc Village	5.3	107 176	97 429
▪ Aqueduc Cimes	5.4	10 452	11 065
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	25 389	187 754
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	13 523	117 414
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	50 000	
Autres			
▪	14.1		
	15	301 949	434 447
	16	950 482	584 646

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	40 547 889
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	48 810 434

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	33 069 408	36 082 970
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 089 280	2 455 602
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 097 718	2 709 847
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	255 443	
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	37 511 849	41 248 419

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	20 458 718	21 017 284	21 663 792	21 663 792
Compensations tenant lieu de taxes	13	275 776	275 865	278 890	278 890
Quotes-parts	14				
Transferts	15	727 013	1 093 706	2 350 518	2 350 518
Services rendus	16	537 091	379 669	505 045	516 475
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 274 306	1 816 150	3 069 643	3 069 648
Autres	18	287 069	333 767	404 700	404 700
	19	24 559 973	24 916 441	28 272 588	28 284 023
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 408 524		663 750	663 750
Autres	23	35 557		429 533	429 533
	24	1 444 081		1 093 283	1 093 283
	25	26 004 054	24 916 441	29 365 871	29 377 306

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	3 926 364	3 893 160	126 243	4 019 403	4 019 403	4 481 175
Sécurité publique							
Police	2	2 192 621	2 190 347		2 190 347	2 190 347	2 058 597
Sécurité incendie	3	1 225 830	1 228 229	227 472	1 455 701	1 455 701	1 251 392
Autres	4	434 912	385 130	9 057	394 187	394 187	442 917
Transport							
Réseau routier	5	3 474 627	3 632 204	2 545 378	6 177 582	6 177 582	5 948 326
Transport collectif	6	56 013	53 317		53 317	53 317	78 652
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	850 569	786 177	371 558	1 157 735	1 157 735	1 022 581
Matières résiduelles	9	2 557 383	2 498 008	73 458	2 571 466	2 600 603	1 907 830
Autres	10	982 136	1 038 616	2 607	1 041 223	1 041 223	935 165
Santé et bien-être	11	49 861	3 501 986		3 501 986	3 501 986	25 968
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	661 849	659 406	10 003	669 409	669 409	658 742
Promotion et développement économique	13	509 921	489 603		489 603	494 327	427 062
Autres	14	236 740	247 374		247 374	247 374	210 576
Loisirs et culture	15	2 991 854	2 947 682	441 184	3 388 866	3 388 866	3 333 803
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 294 163	1 208 977		1 208 977	1 208 977	1 288 419
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	21 444 843	24 760 216	3 806 960	28 567 176	28 601 037	24 071 205
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		3 806 960 (	3 806 960)			
	21	21 444 843	28 567 176		28 567 176	28 601 037	24 071 205

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 444 081	1 093 283		1 093 283
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(3 127 213)	(2 243 630)	()	(2 243 630)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	()	()	()	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4				
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	491 964	95 301		95 301
Excédent accumulé	6	186 432	553 713		553 713
	7	(2 448 817)	(1 594 616)		(1 594 616)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 004 736)	(501 333)		(501 333)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14